



Losser Audit
Commissaire aux comptes

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice du 1^{er} janvier 2025 au 31 décembre 2025

COMMISSION DE PROTECTION DES EAUX, DU PATRIMOINE, DE L'ENVIRONNEMENT, DU SOUS-SOL ET DES CHIROPÈRES DE LORRAINE

Association régie par la loi de 1908

Siège social : 4, rue des tulipes
57880 HAM-SOUS-VARSBERG

SIREN 450 465 042

Assemblée générale ordinaire du 2 mai 2026

Exemplaire destiné au dépôt des comptes

LOSSER Audit

S.A.S. au capital de 1.000 € - R.C.S. Bar-le-Duc 798 050 415

Société de Commissaire aux comptes membre de la Compagnie Régionale de commissaires aux comptes de l'Est
16 bis, rue de Souville - BP 20123 - 55103 VERDUN Cedex - Tél. 03 29 84 12 73

T.V.A. Intracommunautaire FR 70 798 050 415



Losser Audit
Commissaire aux comptes

Aux adhérents,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **la COMMISSION DE PROTECTION DES EAUX, DU PATRIMOINE, DE L'ENVIRONNEMENT, DU SOUS-SOL ET DES CHIROPTÈRES DE LORRAINE** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2025**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les effets de la première application du règlement ANC n° 2022-06 de l'Autorité des normes comptables sur la présentation de vos comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.



Losser Audit
Commissaire aux comptes

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Subventions

Nous avons contrôlé la comptabilisation des subventions reçues sur l'exercice. Nous avons obtenu les éléments probants justifiant la réalité et l'exhaustivité des opérations comptabilisées à ce titre dans les comptes de votre association. Nous nous sommes également assurés de la juste valorisation des subventions à encaisser au titre de l'exercice 2025.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.



RESPONSABILITÉ DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements



Losser Audit
Commissaire aux comptes

ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

VERDUN, le 19 avril 2026



SAS LOSSER Audit
Jean-Christophe LAFLOTTE
Commissaire aux comptes

	Valeur au 31/12/2025			% de l'actif	Valeur au 31/12/2024	% de l'actif
	brute	amort. & dépréc.	nette			
Frais d'établissement						
Immobilisations incorporelles						
Frais de développement						
Donations temporaires d'usufruit						
Concessions, brevets, licences,	5 619,00	5 619,00				
Autres immobilisations incorporelles						
Immob. incorp. en cours, av. acptes						
Immobilisations corporelles				27,31		24,27
Terrains	22 218,55		22 218,55		22 218,55	
Constructions	125 905,07	4 488,24	121 416,83		125 613,62	
Inst. techniques, matériel et outillages ...	75 431,97	34 022,67	41 409,30		7 903,68	
Autres immobilisations corporelles	31 081,27	26 326,68	4 754,59		915,45	
Immob. corp. en cours, av. acptes						
Biens reçus legs /donat. dest. être cédés						
Immobilisations financières				0,19		0,20
Participations						
Créances rattachées à des particip.						
Autres titres immobilisés	15,00		15,00			
Prêts						
Autres immobilisations financières	1 301,70		1 301,70		1 301,70	
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ (I)	261 572,56	70 456,59	191 115,97	27,50	157 953,00	24,47
Stocks et en-cours	1 668,23		1 668,23	0,24	1 895,74	0,29
Créances				29,28		23,76
Créances Clients, usagers et cptes ratt.	123 215,37		123 215,37		74 139,87	
Créances reçues par legs ou donations						
Autres créances	79 408,40		79 408,40		79 456,86	
Charges constatées d'avance	899,96		899,96			
Valeurs mobilières de placement						
Instr. financiers à terme, jetons détenus						
Disponibilités	298 672,39		298 672,39	42,98	332 232,47	51,48
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT (II)	503 864,35		503 864,35	72,50	487 724,94	75,53
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement emprunts (IV)						
Écarts de conversion diff. éval. - Actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL DE L'ACTIF (I + II + III + IV + V)	765 436,91	70 456,59	694 980,32	100	645 677,94	100

	Valeur au 31/12/2025	% du passif	Valeur au 31/12/2024	% du passif
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Ecart de réévaluation				
Réserves		83,37		77,24
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves pour projet de l'entité	579 391,77		498 490,32	
Autres réserves				
Report à nouveau				
Excédent ou déficit de l'exercice	44 930,66	6,47	80 901,45	12,53
Situation nette (sous-total)	624 322,43	89,83	579 391,77	89,77
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL DES FONDS PROPRES (I)	624 322,43	89,83	579 391,77	89,77
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL DES FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL DES PROVISIONS (III)				
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières diverses				
Instruments financiers à terme				
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	4 276,53	0,62	4 752,88	0,74
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	62 017,34	8,92	57 684,62	8,93
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	4 364,02	0,63	3 848,67	0,56
Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES (IV)	70 657,89	10,17	66 286,17	10,23
Ecart de conversion et différences d'évaluation - Passif (V)				
TOTAL GÉNÉRAL DU PASSIF (I + II + III + IV + V)	694 980,32	100	645 677,94	100

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation	
			en valeur	en %
Produits d'exploitation				
Cotisations	1 565,00	2 345,68	-780,68	-33,28
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	2 838,02	1 058,46	1 779,56	168,13
<i>dont ventes de dons en nature</i>				
Ventes de prestations de services	215 642,60	250 974,52	-35 331,92	-14,08
<i>dont parrainages</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	191 710,35	179 066,12	12 644,23	7,06
Versements des fondateurs ou cons. dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels	12 365,05	9 400,40	2 964,65	31,54
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières	3 785,00	3 703,00	82,00	2,21
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions		6 354,25	-6 354,25	-100,00
Produits des cessions d'immobilisations incorp. et corp.				
Utilisations des fonds dédiés				
Autres produits	1 442,45	-1 306,44	2 748,89	210,41
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	429 348,47	451 595,99	-22 247,52	-4,93
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises		36,18	-36,18	-100,00
Variation de stocks	227,51	132,72	94,79	71,42
Autres achats et charges externes	86 166,39	105 099,27	-18 932,88	-18,01
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	14 849,93	11 516,93	3 333,00	28,94
Salaires	205 989,17	185 776,10	20 213,07	10,88
Cotisations sociales	62 991,50	49 934,65	13 056,85	26,15
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	10 947,03	4 451,83	6 495,20	145,90
Dotations aux provisions				
Valeur comptable des immobs. incorp. et corp. cédées				
Report des fonds dédiés				
Autres charges	29,41	30,79	-1,38	-4,48
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (II)	381 200,94	356 978,47	22 222,47	6,73
1-RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	48 147,53	94 617,52	-46 469,99	-49,01

	Valeur au 31/12/2025	Valeur au 31/12/2024	Variation	
			en valeur	en %
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilière et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	6 094,13	7 779,97	-1 685,84	-21,67
Reprises sur dépréciations et provisions				
Différences positives de change				
Produits de cessions d'immobilisations financières				
Produits nets sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.				
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	6 094,13	7 779,97	-1 685,84	-21,67
Charges financières				
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Valeur comptable des immobilisations financières cédées				
Charges nettes sur cessions de VMP, d'instruments de trésor.				
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)				
2-RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)	6 094,13	7 779,97	-1 685,84	-21,67
3-RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	54 241,66	102 397,49	-48 155,83	-46,93
Produits exceptionnels (V)		1,00	-1,00	-100,00
Charges exceptionnelles (VI)		196,04	196,04	
4-RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)		- 195,04	-195,04	-100,00
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	9 311,00	21 301,00	-11 990,00	-56,29
TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)	435 442,60	459 376,96	-23 934,36	-5,21
TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII+VIII)	390 511,94	378 475,51	12 036,43	3,18
EXCÉDENT OU DÉFICIT	44 930,66	80 901,45	-35 970,79	-44,46
Contributions volontaires en nature				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat	59 521,25	47 037,00	12 484,25	
TOTAL DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NATURE	59 521,25	47 037,00	12 484,25	
Charges des contributions volontaires en nature				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole	59 521,25	47 037,00	12 484,25	
TOTAL CHARGES DES CONTRIB. VOLONTAIRES EN NAT.	59 521,25	47 037,00	12 484,25	
TOTAL	44 930,66	80 901,45	-35 970,79	-44,46

L'objet social de l'entité est :

Cette association a pour objet de susciter et de développer l'étude, la protection et la défense de l'environnement souterrain, des eaux, de la nature et du patrimoine.
Elle coordonne des activités des membres de la CPEPESC Nationale en Lorraine.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées sont :

Elle s'est spécialisée dans l'étude des chauves-souris, leur protection, la gestion de leurs habitats, la formation et l'information des acteurs de l'environnement et du grand public. Agissant sur l'ensemble du territoire lorrain, elle bénéficie de l'agrément au titre de la protection de l'environnement et de l'habilitation à siéger dans certaines instances consultatives environnementales.

Les moyens mis en oeuvre sont :

Son action sera menée par tous les moyens appropriés : information, éducation, travaux et études, interventions auprès des responsables, sensibilisation du public...

Les ressources proviennent des cotisations, dons, subventions, legs, produits de manifestations et prestations diverses.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : image fidèle, comparabilité et continuité de l'exploitation, régularité et sincérité, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

INTRODUCTION

Les comptes annuels au 31/12/2025 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement n° 2022-06 du 4 novembre 2022, modifiant le règlement n° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, amendé par le règlement n° 2018-06.

L'application du règlement de l'ANC 2022-06 sur la modernisation des états financiers, entraîne un changement de méthode comptable.

A compter de l'exercice ouvert le 1er janvier 2025, l'entreprise applique le règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers, homologué le 30 décembre 2023.

Conformément aux dispositions du Plan comptable général, cette première application constitue un changement de méthode comptable résultant d'une évolution de la réglementation.

Ce règlement modifie notamment :

- la définition et le périmètre du résultat exceptionnel ;
- la suppression de la technique des transferts de charges ;
- la nomenclature et le plan de comptes applicables ;
- les modèles de présentation du bilan, du compte de résultat et des informations en annexe.

Conformément à l'application prospective prévue par le règlement, aucun retraitement du résultat de l'exercice 2024 n'a été opéré. Toutefois, afin d'assurer la comparabilité, certains reclassements de postes du bilan et du compte de résultat 2024 ont été effectués dans la colonne comparative, pour tenir compte des nouveaux modèles exigés.

Les reclassements significatifs ainsi que l'incidence du changement de méthode sur les principaux postes comptables de l'exercice 2025 sont présentés dans la présente annexe.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES**Évaluation des immobilisations corporelles**

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées.

Traitement des amortissements des biens non décomposables

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Traitement des amortissements pour dépréciation

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif.

Durée d'utilisation ou d'usage en fonction de la nature des immobilisations

	Durée d'utilisation (en années)	Fourchette des durées
Constructions	30,00	
Installations techniques		2 À 5
Matériels outillages et industriels		2 À 5
Matériels outillages		2 À 5

SUBVENTIONS**Traitement des subventions**

Les subventions sont comptabilisées en produits.

COTISATIONS**Informations concernant la comptabilisation des cotisations**

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de l'émission de l'appel. En effet, l'association pouvant justifier d'un droit d'agir en recouvrement, généré par un appel de cotisation, cet appel constitue le fait générateur de la comptabilisation du produit.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES**Informations concernant la comptabilisation des contributions volontaires**

Conformément à l'article 211-2 du règlement ANC n°2018-06, les contributions volontaires en nature sont valorisées et comptabilisées dans des comptes de classe 8. En effet les conditions posées par cet article sont réunies, à savoir :

- La nature et l'importance des contributions volontaires en nature sont des éléments essentiels à la compréhension de l'activité de l'association Assoc CPEPESC LORRAINE.
- L'association Assoc CPEPESC LORRAINE est en mesure de recenser et de valoriser les contributions volontaires en nature.

BENEVOLAT : nombre d'heures effectuées x taux horaires SMIC

TABEAU DES IMMOBILISATIONS

	V. brute des immobs début d' exercice	Augmentation	
		suite à rééval.	acquisition
Immobilisations incorporelles			
Autres immobilisations incorporelles	5 619,00		
TOTAL	5 619,00		
Immobilisations corporelles			
Terrains	22 218,55		
Constructions sur sol propre	125 905,07		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	35 862,97		39 569,00
Matériel de transport	19 244,80		
Autres immobilisations corporelles	7 310,47		4 526,00
TOTAL	210 541,86		44 095,00
Immobilisations financières			
Prêts et autres immobilisations financières	1 301,70		15,00
TOTAL	1 301,70		15,00
TOTAL GENERAL	217 462,56		44 110,00

	Diminution		Valeur brute des immobs fin ex.	Réévaluation légal/Valeur d'origine
	par virt poste	par cession		
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles			5 619,00	
TOTAL			5 619,00	
Immobilisations corporelles				
Terrains			22 218,55	
Constructions sur sol propre			125 905,07	
Inst. techniques, matériel et outillages indust.			75 431,97	
Matériel de transport			19 244,80	
Autres immobilisations corporelles			11 836,47	
TOTAL			254 636,86	
Immobilisations financières				
Prêts et autres immobilisations financières			1 316,70	
TOTAL			1 316,70	
TOTAL GENERAL			261 572,56	

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS

	Durée util., taux d'amort., fourchette	Mode d'amort.	Amort. cumulés début exercice	Dotation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Amort. cumulés fin exercice
Immobilisations incorporelles						
Autres immobs incorporelles	3	LINÉAIRE	5 619,00			5 619,00
TOTAL			5 619,00			5 619,00
Immobilisations corporelles						
Constructions sur sol propre	30	LINÉAIRE	291,45	4 196,79		4 488,24
Inst. tech., mat. et out. industriels	2 À 5	LINÉAIRE	27 959,29	6 063,38		34 022,67
Matériel de transport	2 À 5	LINÉAIRE	19 244,80			19 244,80
Autres immobilisations corporelles	2 À 5	L OU D	6 395,02	686,86		7 081,88
TOTAL			53 890,56	10 947,03		64 837,59
TOTAL GENERAL			59 509,56	10 947,03		70 456,59

ÉTAT DES STOCKS

	Stock début	Augmentation	Diminution	Stock fin
Marchandises	1 895,74	1 668,23	1 895,74	1 668,23
TOTAL	1 895,74	1 668,23	1 895,74	1 668,23

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montant
Exploitation	899,96
TOTAL	899,96

PRODUITS À RECEVOIR

	Montant
Créances clients et comptes rattachés	81 970,18
Autres créances	78 154,17
Disponibilités	1 546,11
TOTAL	161 670,46

	Montant
Origines	
Résultat de l'exercice précédent	80 901,45
TOTAL	80 901,45
Affectations	
Affectations aux réserves : autres réserves	80 901,45
TOTAL	80 901,45

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Assoc CPEPESC LORRAINE

Du 01/01/2025 au 31/12/2025

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Réserves					
Réserves pour projet de l'entité	498 490,32	80 901,45			579 391,77
Excédent ou déficit de l'exercice	80 901,45	-80 901,45	44 930,66		44 930,66
TOTAL	579 391,77		44 930,66		624 322,43

TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

DREAL - DRPNA en faveur des chiroptères :	69 375,00€
CTE CNES DU PAYS DE STENAY - animations Natura 2000 :	471,22€
FRANCE NATION VERTE - DRPNA en faveur des chiroptères :	23 750,00€
EUROMETROPOLE DE METZ - protection des chiroptères :	8 000,00€
LE DEPARTEMENT DE LA MEUSE - animations thématique chauves-souris :	1 800,00€
ODONAT - gestion et dynamisation optimisation et developpt des bases de données :	9 840,00€
ODONAT - participation à l'observatoire Grand Est de la biodiversité :	49 800,00€
ODONAT - participation à l'atlas de biodiversité des canaux de Moselle sud :	4 260,60€
ODONAT - observatoire biodiversité :	5 640,00€
VILLE DE METZ - protection des chiroptères de Lorraine :	3 000,00€



CHARGES À PAYER

	Montant
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 443,40
Dettes fiscales et sociales	4 270,28
Autres dettes	1 298,37
TOTAL	9 012,05

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 55 083,00 Euros.

Cet engagement n'a pas été comptabilisé.

Les différents paramètres pour calculer cette indemnité sont les suivants :

Taux de charge	39,64
Taux d'actualisation	3,77
Table de mortalité	INSEE 2019-2021
Départ volontaire à	65 ans
Taux de rotation	

La méthode de calcul retenue est la méthode ANC 2021

MONTANT DES HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Montant N	Montant N-1
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :	2 650,00	2 600,00
TOTAL	2 650,00	2 600,00

EFFECTIFS MOYENS

	31/12/2025	31/12/2024
Ingénieurs et cadres	1,00	1,00
Employés et techniciens	4,00	4,00
PERSONNEL SALARIÉ	5,00	5,00